

## LA DIVERSITÉ, PRINCIPE ACTIF

par Gilbert Auger \*

**Le respect de la diversité dans la marche des sociétés humaines, la reconnaissance de l'altérité et de la différenciation ne sont pas des étapes facultatives du processus de développement. On peut voir en eux l'énoncé de principes fondamentaux dont il nous faut redécouvrir les significations.**

Le refus de ces principes, qui ont des fondements spirituels et éthiques<sup>1</sup>, est source de nombreux obstacles au développement. Ainsi réduisons nous trop souvent aujourd'hui notre vision de l'universalité à la seule identification de toute chose à un unique modèle, provoquant ainsi, par la diffusion des technologies dominantes et par le métissage des cultures, le rejet progressif d'une création différenciée qui donnait à ce concept sa pleine signification. Que restera-t-il de la singularité voire de l'exception culturelle, sous la pression d'un marché unique offrant des produits et des services "banalisés" à des consommateurs aux attentes et aux besoins également banalisés ? Le débat démocratique, lui même, paraît peu à peu disqualifié par l'uniformisation technique de la gestion des affaires publiques

La globalisation est la dynamique d'un système aux effets pervers. Elle dévoie la mondialisation dont nous pouvons et nous devons attendre d'autres horizons de libération et de développement intégral de "tout homme" et de "tous les hommes".

### Construire la diversité

Si la diversité peut-être comprise comme une donnée objective de la réalité, l'humanité se doit de l'ordonner. Construire la diversité c'est faire un choix : ou la diversité ne fait pas peur et doit être sauvegardée comme moteur d'évolution, ou elle est seulement le terrain d'une compétition que les meilleurs s'approprient et façonnent à leur guise.

En refusant la perspective inégalitaire nous privilégions la possibilité donnée à chacun d'être créatif en exprimant sa différence et sa singularité. La créativité est un élément essentiel de la communication, de la novation et du développement de tous. Sans dissemblances, notre humanité perdrait deux attributs forts de son identité : l'échange et la création. Un juste équilibre

doit être établi pour que différenciations et diversifications servent le bien commun

La diversification doit donc être réintroduite dans le domaine économique : il s'agit de sauvegarder la diversité naturelle et de permettre aux populations d'exploiter au mieux leurs " éco-systèmes ".

La souveraineté alimentaire ne sera acquise qu'à ce prix. Les marchés régionaux doivent retrouver leur finalité humaine en favorisant la multiplication des productions locales et la pénétration judicieuse. des marchandises étrangères. A eux de créer des flux d'échanges de proximité entre producteurs et consommateurs qui permettent à ceux-ci d'habiter dignement leurs environnements tout en alliant le global et le local au développement durable. La réduction de la fracture entre les économies formelles et informelles est à ce prix. Leur existence est l'aboutissement d'une diversification nocive : inégalitaire et anti-citoyenne (la formelle paie tribut à l'Etat mais satisfait la seule classe privilégiée, l'informelle est illégale mais apporte les éléments de survie à la population en détresse)

En matière financière, la logique exclusive du profit vide les échanges économiques de leurs traditionnelles significations culturelles. Les flux financiers dominants en sont la cause. Leur caractère contractuel leur donne un brevet faussement égalitaire d'honorabilité. En réalité d'autres pratiques ont cours ne serait-ce que celle du troc par exemple, mais elle sont d'ores et déjà condamnées. Une double réflexion est à mener, l'une sur les pratiques légitimes du loyer de l'argent, de l'usure, de l'accès au crédit, de la spéculation, de la dette, l'autre sur la signification du don, de l'aide, de la remise de la dette dans l'esprit jubilaire<sup>2</sup> et de l'impôt.

La diversification doit être repensée dans les domaines culturel et religieux pour que nous ne parlions pas de conflits mais de dialogues des civilisations. Pour cela l'apprentissage du débat est

\* Ancien président du Comité contre la faim et pour le développement (France).

1 - Théologiquement, pour les chrétiens, le péché de l'Homme est de nier cette altérité et de se penser l'égal de Dieu, le "Tout-Autre".  
" La faute éthique contre le frère s'enracine dans la faute théologique commise contre Dieu " (G. Martelet).

2 - Référence à l'action " Jubilé 2000 " conduite par de très nombreuses organisations associatives pour faire pression sur les pays créditeurs, en particulier lors de la session 2000 du G8 à Cologne.

à inscrire dans toute formation. La spécialisation imposée par la vie urbaine (où nous dépendons tous les uns des autres) et par la complexité de la production moderne (où les pratiques professionnelles deviennent très fragmentaires) nous oblige à construire et à multiplier les "interfaces" entre les disciplines (qui aujourd'hui est généraliste ?) Le débat interdisciplinaire est rendu nécessaire pour permettre à chacun de retrouver des chemins de compréhension globale des situations, de citoyenneté responsable et d'actions collectives. Il l'est aussi pour donner corps aux notions fondamentales de "bien commun" et de "développement durable". Le débat inter-culturel est une médiation indispensable entre l'identité propre des individus et des groupes sociaux et les images multiples et contradictoires véhiculées par les médias qui lui sont étrangères. Il permet de répondre aux peurs qui naissent de la mobilité et de la confrontation des idées et des situations. Au débat inter-religieux revient le discernement entre le

relativisme (tout se vaut) et le fondamentalisme (ma vérité est la seule vérité) pour éviter l'utilisation abusive de la vie spirituelle à des fins qui ne sont pas les siennes.

La pratique du débat est la condition d'une diversification maîtrisée. Pour cela elle ne doit pas être limitée aux relations inter personnelles, mais couvrir le champ des relations entre les groupes différents. Cette approche, peu usitée, me paraît plus que jamais indispensable. Peut-on espérer sans elle forger des solidarités et des politiques équitables ?

Responsables de la chose commune les pouvoirs publics ne peuvent légitimement se prévaloir de la souveraineté de l'Etat pour adopter n'importe quel régime politique. La notion de diversification doit être repensée pour qu'il existe partout une séparation organique des pouvoirs, une laïcisation du pouvoir et une légitimation démocratique du pouvoir.

*“ Traditionnellement, le Lac Chilika (Orissa, Inde du Nord) assurait leur subsistance à d'importantes communautés de pêcheurs. Du fait d'une déforestation intense, le lac s'envase rapidement, et les ressources halieutiques se raréfient. ”*

*Philippe Blancher, Economie & Humanisme*

## CULTURES

La diversité est une composante essentielle de notre monde. Si la biodiversité est un facteur-clé pour la durabilité des écosystèmes, nous pouvons établir un parallèle pour les sociétés humaines avec leurs diverses cultures. Et de fait, des forces analogues à celles qui menacent la biodiversité mettent en danger cette autre diversité. La multitude des cultures qui coexistent peut donc être perçue comme un élément puissant de sauvegarde de la pérennité de l'homme.

Sans le respect de certaines vertus, la diversité seule n'est pas suffisante : un accord sur des valeurs universelles et les principes éthiques est nécessaire comme base d'actions communes et de préservation de cette diversité pour les générations futures. La plupart de ces principes ont été identifiés, mais quant à les rendre opérationnels dans nos codes éthiques spécifiques et nos systèmes de valeurs, nous sommes loin d'être engagés sur les bons rails ! La compassion humaine, la volonté de partage, la capacité à se projeter dans l'avenir au lieu de revenir sur les anciens griefs... font partie des qualités communes les plus indispensables, à une convergence à la fois entre sociétés et entre individus.

La globalisation a fait émerger une nouvelle pertinence et ajouté de nouvelles dimensions à la mission de l'UNESCO sur le long terme, du service du respect de normes et de valeurs universelles. Car la tendance à l'homogénéisation des pratiques éducatives, culturelles, scientifiques et communicationnelles est inquiétante, et porteuse de risques d'uniformisation des contenus et des projets, aux dépens de la diversité de créativité présente dans le monde. La marchandisation croissante de nombreuses sphères d'activités, considérées jusqu'alors comme des biens communs, comme l'éducation, la culture, l'information met aussi en péril des éléments de la communauté mondiale plus faibles, moins puissants économiquement mais néanmoins également importants.

Les innovations technologiques et les puissants dispositifs de contrôle qui existent aujourd'hui exigent de nouvelles approches pour la protection des droits de chacun. Par-dessus tout, un accord doit être trouvé sur des mécanismes universellement acceptés pour assurer une participation équitable à la globalisation, et une gestion de cette globalisation. Les règles du jeu courantes sont très peu nombreuses à ce jour ; à moins qu'un cadre accepté par tous ne soit défini, les pauvres et les faibles continueront à être exclus des bénéfices de la globalisation. Nous avons à agir pour que la globalisation fonctionne dans l'intérêt de tous. En particulier, un processus mondial qui tient en mépris la profonde diversité de l'existence humaine est voué à l'échec, et peut même induire des retours de flamme sans précédent aux conséquences très graves, une rupture du dialogue entre les sociétés, les cultures et les religions ”.

*Walter Erdelien, Directeur général adjoint, UNESCO*

## Réorienter les solidarités

La pratique de la solidarité entre peuples au service du développement humain et durable doit s'inspirer de cette logique de la construction de la diversité . La réalité des situations de faim et la rencontre réelle des populations qui en sont affectées nous font découvrir que la faim " alimentaire " est plus que la " faim du corps ". C'est la reconnaissance de la dignité qui est en cause. La faim dévoile la pauvreté sous toutes ses formes; elle fait ressortir les exigences de la solidarité. En effet les populations ne veulent pas d'une sécurité alimentaire fondée sur l'assistance : c'est la souveraineté alimentaire qu'elles recherchent et en perspective le développement humain. Ce développement humain exige la participation des populations à leur auto-promotion, à travers des réponses économiques, financières, culturelles,

religieuses et politiques, toutes diverses et particulières et qui nous imposent une large concertation et une confrontation nées dans le débat lorsque s'engage une logique de solidarité. Comment ne pas lever les handicaps dont souffrent des populations actuelles vivant dans des espaces écologiques autrefois adaptés et qui ne le sont plus ? La diversité des solutions techniques en réponse sont nombreuses mais cette diversité là n'a de sens qu'intégrée au jeu complexe de nos rapports mutuels, de nos rapports spécifiques à la nature et à l'histoire. Si "coopération" il y a, ce ne peut être que dans cette dynamique de l'altérité mutuellement reconnue et dans une démarche qui aide les populations concernées et nous mêmes à "habiter" nos territoires respectifs, à y vivre dans la dignité et non seulement à y survivre.

**"La diversité surgit comme une valeur centrale au cœur de la Charte de la terre. Protéger la diversité des formes de vie, des cultures et des langues, aussi bien que les droits et les potentialités de chaque individu, est fondamental. Lorsque nous perdons ces diverses expressions de la vie, nous perdons les sources de connaissance, de sagesse, de technologie.**

**Nous perdons également la richesse de nos âmes, car au niveau le plus profond, notre intégrité personnelle exige la valorisation de la diversité, à la fois contre la violence de l'exploitation et contre "l'efficacité" de la culture unique "**

*Paul G. Irwin,  
Pasteur méthodiste, Association pour la protection des animaux, Etats-Unis*